

TROIS ANS SEULEMENT !

Il y a trois ans, candidat déjà de l'Union de la Majorité et donc de tout le courant libéral, vous m'avez élu député de la 4ème Circonscription du Var avec 7529 voix d'avance. Pourtant, je ne vous avez fait aucune promesse et je n'avais pris qu'un seul engagement, celui de travailler avec acharnement pour défendre les intérêts de tous les Varois et remplir pleinement mon mandat de parlementaire par une action nationale.

C'est ce que j'ai fait et si, aujourd'hui, d'autres candidats briguent vos suffrages et tentent d'enlever le mandat que vous m'avez confié, ils ne pourront que vous exposer leurs projets alors qu'il est de mon devoir de vous rendre compte de mon action.

Du fait de la dissolution, mon mandat a été ramené de cinq ans à trois ans et pourtant, j'ai conscience de vous présenter un bilan positif. Mais il vous appartient bien sûr d'en juger.

L'ACTION PARLEMENTAIRE NATIONALE

Elu par mes collègues, secrétaire de la Commission de Défense Nationale et des Forces Armées, j'ai été de surcroît chargé d'importants rapports, concernant :

● LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

en faisant le bilan de ce qui a été accompli pour notre défense de 1976 à 1978, et surtout en évaluant les nouveaux choix de matériels, en critiquant le concept stratégique et en énonçant des propositions pour l'avenir. Ce rapport a connu un très grand retentissement et a, j'en suis convaincu, contribué aux décisions prises en faveur de nos Armées et plus particulièrement de la Marine Nationale.

● *SUR LA DISSOLUTION DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE PROPOSÉ PAR LE GROUPE COMMUNISTE que j'ai fait rejeter par la Commission de la Défense Nationale.*

Elu aussi par mes collègues Vice-Président de la Commission d'Enquête sur la catastrophe de l'AMOCO CADIZ.

J'ai mené pendant de longues semaines les interrogatoires et j'ai participé à l'élaboration des propositions qui ont été retenues pour lutter contre la pollution marine et plus particulièrement contre celle due aux hydrocarbures.

Désigné par mon groupe, je suis intervenu à plusieurs reprises à la tribune de l'Assemblée dans les débats concernant la sécurité, les énergies, la Sécurité Sociale, le logement et bien sûr aussi à l'occasion des débats budgétaires sur la Marine, la protection de nos côtes et nos intérêts économiques, le statut des personnels des arsenaux, etc.

Elu Vice-Président de la Commission d'Etude des problèmes posés par la peine de mort

je crois avoir défendu au Parlement et dans la presse un point de vue à la fois humain et ferme.

L'ACTION A TRAVERS LA RADIO ET LA TÉLÉVISION

J'ai rendu compte de mes missions à l'étranger, où je représentais le VAR et la FRANCE, au cours d'émissions radiophoniques ou télévisées.

En 1979 sur F.R.3, j'ai informé les Varois des possibilités de promotion des produits agricoles et industriels de leur département en République de CHINE.

Sur Antenne 2, j'ai fait un rapport sur l'état de nos Armées.

A T. F. 1, j'ai expliqué que la dissolution de la Légion Etrangère était inacceptable

En 1980 Invité à l'émission «Question de temps», sur Antenne 2, j'ai donné mon point de vue sur le surrégénérateur et la politique française de l'énergie, dans un débat auquel participaient Paul QUILLES (P.S.), Bernard DESCHAMPS (P.C.) et Pierre MESSMER (R.P.R.).

Par ailleurs, toujours sur l'énergie nucléaire, j'ai participé à un débat sur EUROPE 1.

Sur la chaîne régionale de télévision, j'ai expliqué mon action en faveur des Chantiers Navals.

A «R.M.C.», j'ai parlé des incidences financières de la hausse des prix de l'essence sur le budget de nos Armées.

En 1981 Invité aux Dossiers de l'Ecran par Joseph PASTEUR, j'ai pu exprimé mon opinion personnelle sur la réinsertion sociale des détenus.

Le Club de la Presse, à NICE, m'a demandé d'exposer mes idées sur l'exercice de la profession de journaliste.

L'ACTION EN FAVEUR DE L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE NOTRE RÉGION

Mon propos n'est pas ici de rappeler mes nombreuses actions ponctuelles en faveur des entreprises, mais de vous parler des plus marquantes.

● LES CHANTIERS NAVALS DE LA SEYNE

En 1978, il n'y avait plus aucune commande nouvelle pour les C.N.I.M., qui se trouvaient à la veille d'une grande vague de licenciements.

C'est sur mes instances que le Chef de l'État a modifié radicalement le plan prévu par l'Administration et c'est à mes interventions que sont dues la plupart des commandes enregistrées à l'heure actuelle. Elles ont été tout à fait déterminantes pour les escalators du métro de LILLE, pour le paquebot VLASOFF, pour les frégates qui viennent d'être commandées ainsi que pour les ponts flottants destinés à l'Armée.

● **S.I.C.A. d'OLLIOULES**

Le Gouvernement avait pris, avant mon élection, une décision qui n'était pas favorable à l'Ouest Varois. En parfait accord avec les professionnels de l'agriculture, avec le Sénateur Maire socialiste d'OLLIOULES, et avec l'autorité préfectorale, nous avons réussi à faire changer la décision gouvernementale. Le chantier très avancé de la nouvelle S.I.C.A., témoigne de cette décision qui permettra l'épanouissement d'une profession traditionnelle dans notre région.

● **LES RAPPORTS AVEC LES COMMUNES DE LA CIRCONSCRIPTION**

Plusieurs fois au cours de ces trois années, j'ai tenu des réunions avec les Maires et les Conseils Municipaux qui ont accepté de me recevoir.

Je n'ai pas pu faire aboutir tous leurs dossiers, mais sans faire d'énumération fastidieuse, je veux dire ici que certaines communes ont pu bénéficier de crédits et de subventions pour leurs réalisations : écoles, équipements sportifs, associations, H.L.M., maisons de retraite, etc.

J'ajoute que cette action a été menée - et les Maires m'en sont témoins - sans me préoccuper de leur étiquette politique et parfois même alors que leur commune n'était pas située dans ma circonscription.

L'ACTION EN FAVEUR DES HABITANTS DE MA CIRCONSCRIPTION

Le mode de scrutin veut que le député a également à jouer un rôle social.

J'ai fait des dizaines de transmissions au Médiateur et des milliers d'interventions individuelles de tous genres, en prenant soin de ne jamais faire accorder des passe-droits mais seulement d'obtenir justice ou compréhension en faveur de mes administrés.

Toutes les interventions n'ont pas été réussies, loin de là. Mais toutes ont été effectuées avec le même élan pour tous, sans distinction, y compris en faveur de militants ou d'élus socialistes voire communistes lorsqu'ils me l'ont demandé.

Voici, sommairement dressé, le bilan de mon action durant ces trois années. Pour obtenir ces résultats, il fallut se battre durement, parfois contre mes opposants, le plus souvent contre l'Administration parisienne.

J'ai été, vous le savez, critique à l'intérieur de la majorité présidentielle quand il le fallait. Je serais demain constructif dans la majorité parlementaire ou même dans l'opposition.

Si la nouvelle Majorité Présidentielle socialo-communiste mettait en application son programme, l'acquis de la Vème République serait en danger. Cela n'aboutirait pas sur le changement souhaité par certains, mais réellement, sur un bouleversement de nos structures, de nos institutions, et de nos traditions.

Je suis un homme conscient et je ne dis pas que tout est mauvais dans les propositions de nos adversaires. Contrairement à l'attitude qu'ils ont presque toujours adoptée, en refusant systématiquement ce que le Général DE GAULLE, Georges POMPIDOU, et VALÉRY GISCARD D'ESTAING proposaient, j'adopterai les mesures qui me sembleront conformes à l'intérêt des Français. De la même façon, je saurai m'opposer à toute atteinte aux fondements de notre société.

Le France ne doit pas changer de régime, tel est le sens de mon engagement aujourd'hui.

Pas d'avantage qu'en 1978, je ne vous ferai de promesses. Mais avec mon excellent suppléant, Louis COLOMBANI, et avec mon équipe dévouée, que je veux remercier ici pour tout le travail accompli, je m'engage à poursuivre, dans la même voie et avec le même esprit, mon action au service de mes concitoyens et de mon pays.

JE NE VEUX PAS ETRE CRU SUR PAROLE.

JE VEUX ETRE JUGÉ SUR MES ACTES.

A vous de choisir et de décider si vous souhaitez me confier un nouveau mandat.

Docteur A. PAECHT

Député sortant

**Conseiller Général de La Seyne-Sud
et Saint-Mandrier**